Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2007)

Heft: 1741

Artikel: Les changements nécessaires exigent un engagement personnel : pour surmonter la crise de la gauche face à Blocher, une conception républicaine et non consumériste de la politique

Autor: Gross, Andreas / Delley, Jean-Daniel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024402

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les changements nécessaires exigent un engagement personnel

Pour surmonter la crise de la gauche face à Blocher, une conception républicaine et non consumériste de la politique

Andreas Gross (01 aout 2007)

Beaucoup en Europe et en Suisse, y compris à gauche, se font une idée consumériste de la liberté et de la politique. Il s'agit là d'une des plus graves méprises de notre époque. La liberté, c'est beaucoup plus que l'absence de liens ou le choix entre diverses possibilités offertes par d'autres. Plus encore: un être passif ne peut être libre; en tant que spectateur, il n'est pas en mesure de contribuer à un changement politique. Pour renforcer la gauche et le PSS, par exemple pour vaincre le blochérisme et faire reculer l'UDC, il faut revenir à la conception républicaine de la politique définie par Hannah Arendt et Jürgen Habermas.

Pour Hannah Arendt, *«le pouvoir naît à condition que des êtres humains se rassemblent et agissent en commun». «Le pouvoir»*, écrit-elle, *«c'est la capacité humaine non seulement d'agir ou de faire quelque chose, mais de se regrouper et d'agir en accord avec d'autres»*. Il s'ensuit que *«le pouvoir n'appartient jamais à un individu isolé mais à un groupe, et qu'il subsiste tant que le groupe perdure. Lorsque nous disons de quelqu'un qu'il* "a le pouvoir"*, cela signifie en réalité qu'il l'a reçu d'un certain nombre d'individus, qu'il agit en leur nom»*.

Questions théoriques...

Bien entendu, il existe d'autres sources de pouvoir, le pouvoir économique du capital par exemple, qu'exercent quelques actionnaires importants et les dirigeants d'entreprise sur un grand nombre de salariés. Ou le pouvoir des médias de rendre public, de taire ou de minimiser des nuisances, des faits peu visibles ou des erreurs. Ou encore le pouvoir des techniciens d'utiliser des machines et des appareils face auxquels le commun des mortels se sent impuissant.

Mais à la différence de ces formes de pouvoir, celle dont parle Hannah Arendt appartient à chaque citoyenne et citoyen par le biais des constitutions démocratiques. Une démocratie confère à chaque individu un même pouvoir potentiel qu'il peut ou non exercer «en accord avec d'autres». Cette conception de la liberté, formulée pour la première fois dans la Déclaration des droits de l'Homme de la Révolution française, signifie donc beaucoup plus que le fait de n'être pas dérangé par quelqu'un ou le choix périodique entre quelques partis. Elle exprime le droit, la capacité et la possibilité d'influencer avec d'autres ses conditions d'existence selon ses valeurs et ses objectifs propres. De manière à ce que la vie soit plus qu'une fatalité.

«C'est sa capacité à agir qui fait de l'être humain un être politique», écrit Hannah Arendt. Sa capacité à parler, à penser, à lire et à observer, à comprendre ce qui se passe. Cependant, l'élément essentiel réside dans sa capacité à intervenir avec d'autres, à produire du pouvoir.

...et conséquences pratiques

Un individu ne peut donc à lui seul détenir ou recevoir du pouvoir. Si, par exemple, un militant estime que son parti détient trop peu de pouvoir, il doit s'interroger et interroger l'organisation de son parti. Quelles possibilités d'action offre ce parti à ses membres et à ses sympathisants? Dans quelle mesure ces derniers utilisent-ils ces possibilités?

De telles questions ont une signification très pratique. La vie d'un parti se limite-t-elle à son comité et à sa direction qui planifient les campagnes électorales, alimentent et relaient la fraction parlementaire et organisent des récoltes de signatures auxquelles les membres sont priés de participer? Ou, comme il était courant il y a quelques années encore, les membres sont-il invités à une assemblée mensuelle pour échanger, réfléchir ensemble, évoquer les priorités, s'orienter, analyser les erreurs et évaluer les alternatives, de manière à ce qu'ils ne se ressentent pas comme objets de décisions prises par d'autres, mais comme participants actifs qui déterminent l'orientation du

groupe? Le membre d'un parti peut-il se considérer comme un sujet qui, avec d'autres aussi libres que lui, génère du pouvoir au sens d'Arendt? Ou est-il réduit à n'être que l'objet de décisions prises par d'autres, si bien que le groupe pèse moins que la somme de tous les individus qui le composent et perd, voire abandonne du pouvoir politique?

Dans les sections du PSS, la réunion mensuelle devient l'exception. Les sections se considèrent de moins en moins comme ces *«intellectuels collectifs»* générateur de pouvoir – c'est ainsi qu'Antonio Gramsci qualifiait les partis démocratiques de gauche adultes – au sein desquels on réfléchit, analyse et agit. Cette évolution me paraît alarmante. C'est ainsi que le PSS perd du pouvoir, parce qu'il peine à organiser les lieux qui seuls génèrent le pouvoir.

La conception républicaine de la politique

C'est à partir de cette notion de l'action élaborée par Arendt que Jürgen Habermas distingue les conceptions *«libérale et républicaine de la politique»*. Pour lui, *«la différence essentielle»* réside dans *«la compréhension du rôle du processus démocratique»* et du *«concept de citoyen»*.

Dans la conception libérale, la politique a pour *«fonction d'agréger et de faire valoir les intérêts privés au sein de la société, face à un appareil d'Etat spécialisé dans l'utilisation administrative du pouvoir politique au service d'objectifs collectifs»*.

«Dans la conception républicaine, la politique ne se limite pas à cette fonction de médiation. Elle participe au processus de constitution de la société. La politique est conçue comme le reflet d'une cohérence morale». Selon Habermas, dans la *«conception républicaine, le statut des citoyens n'est pas défini par des libertés négatives que ces derniers peuvent revendiquer en tant que personnes privées»*. Ce sont les libertés positives qui permettent l'action, *«des libertés qui ne protègent pas tant des contraintes extérieures qu'elles garantissent la participation à une pratique collective qui seule peut faire des citoyens ce qu'ils veulent être – des sujets politiquement responsables dans une communauté d'êtres libres et égaux»*.

Les racines d'une telle conception républicaine de la politique et de la démocratie remontent à l'Antiquité et à Aristote. De mon point de vue, il est particulièrement important de reconstruire et d'actualiser ces racines, parce qu'aujourd'hui plus qu'autrefois de nombreux êtres humains ont la capacité de devenir et d'être de tels citoyens. C'est pourquoi aujourd'hui nous avons besoin d'établir une démocratie transnationale, une démocratie et des libertés non seulement dans l'espace européen mais aux dimensions du monde, nécessaires à la civilisation de la globalisation.

Il est d'autant plus navrant de constater qu'actuellement le citoyen est dégradé en un consommateur du politique. Cette conception consumériste semble gagner presque sans opposition la gauche et en particulier le PSS. C'est l'une des raisons de son impuissance face au blochérisme et à la blochérisation de la Suisse depuis une décennie. Or il n'est pas possible de contrer ces phénomènes sur le mode consumériste. Nous devons réfléchir à nouveau à la manière dont nous pouvons générer et développer notre pouvoir. Nous ne devons plus laisser en jachère notre capacité *«à faire notre possible»*.Nous devons à nouveau nous *«concevoir comme des êtres politiques»* qui se caractérisent par leur compréhension de l'action.

Adaptation française par Jean-Daniel Delley d'un texte en allemand à paraître dans un ouvrage collectif sur le thème *«comment contrer le blochérisme»*.

Ce journal et le site sont publiés par la SA des éditions Domaine Public
c/o Jacques Guyaz - bd de Grancy 8 - CH-1006 Lausanne - CCP 10-15527-9